

Communiqué de presse

Initiative des villes: Politique sociale

Aide sociale 2007: moins de cas, durée d'assistance plus longue

Berne, le 8 juillet 2008. Le nombre des cas à l'aide sociale a baissé en 2007. C'est la bonne nouvelle. En revanche, et malgré la haute conjoncture, le nombre des personnes que les villes doivent soutenir durant trois ans ou plus a, lui, augmenté. C'est le constat du dernier rapport de l'Initiative des villes: politique sociale. Un transfert insidieux des assurances chômage et invalidité, devenues plus restrictives, vers l'aide sociale financée par les communes compromet l'équilibre au sein du système de sécurité sociale - au détriment des villes. L'Initiative des villes: politique sociale exige une utilisation commune des instruments professionnels d'insertion au travail de l'AI, l'AC et l'aide sociale. Elle refuse toute réduction supplémentaire des prestations de l'assurance-chômage.

Les villes de Zurich, Bâle, Berne, Winterthour, St-Gall, Lucerne, Schaffhouse et Uster comparent chaque année l'évolution de l'aide sociale. Le dernier rapport (qui se réfère à 2007, contrairement aux chiffres publiés récemment par l'Office fédéral de la statistique qui concernent 2006) a été présenté mardi lors d'une conférence de presse. Ce rapport atteste que les villes impliquées ont enregistré une baisse des nouveaux cas annoncés à l'aide sociale par rapport à l'année précédente. Toutefois, cette baisse ne compense de loin pas la forte augmentation connue entre 2001 et 2005. Si la situation chez les jeunes adultes s'est détendue, les enfants et les jeunes présentent toujours les taux les plus élevés de tous les groupes bénéficiaires de l'aide sociale.

Retour au marché du travail toujours difficile

En moyenne sur toutes les villes impliquées, près de 40 pour cent des personnes soutenues étaient à l'aide sociale pendant trois ou plus; en 2004, ils n'étaient que 25 pour cent. L'allongement de la durée d'assistance montre combien il est difficile, après une absence prolongée du marché du travail, de reprendre pied et ce, même en période de haute conjoncture. Et cela montre que les personnes âgées ou affaiblies dans leur santé et qui n'ont pas droit à une rente AI en raison de la pratique restrictive de cette assurance se retrouvent plus souvent et plus longtemps à l'aide sociale.

Contre toute réduction des prestations de l'assurance-chômage

De manière générale, les villes constatent depuis plusieurs années une nette tendance à faire passer les risques des assurances sociales à l'aide sociale. L'Initiative des villes: politique sociale se prononce dès lors clairement contre les nouveaux durcissements des critères du droit au chômage tels que prévus par le Conseil fédéral dans le cadre de la révision en cours de l'assurance-chômage. On assisterait pour sûr à une nouvelle vague de transferts à l'aide sociale.

Insertion professionnelle : AC, AI et aide sociale ensemble

L'insertion professionnelle est une tâche centrale de l'aide sociale qui vise à permettre à un maximum de bénéficiaires de l'aide sociale capables de travailler de retrouver un emploi. Cette tâche est aussi celle de l'AI et de l'AC. Plutôt que continuer à exploiter des structures en quelque sorte parallèles, l'Initiative des villes: politique sociale demande que les instruments professionnels pour l'insertion au travail de l'AC, de l'AI et de l'aide sociale puissent être utilisés conjointement.

Loi-cadre fédérale pour la sécurité sociale

L'Initiative des villes estime que le système de sécurité sociale, y compris l'aide sociale, doit être réglé dans une loi-cadre fédérale. Ceci permettrait d'améliorer le pilotage et la coordination par delà les domaines concernés et les niveaux politiques.

Rapport intégral avec graphes et exposés de la conférence de presse:

www.initiative-villes.ch

Pour toute question sur le rapport:

Ruedi Meier, président de l'Initiative des villes: politique sociale, tél. 041 208 81 32

Ernst Schedler, chef des Services sociaux de Winterthour, tél. 079 438 49 94

Personnes de contact dans les villes concernées:

Zurich: Rosann Waldvogel, directrice des Services sociaux, tél. 044 412 62 20

Bâle : Rolf Mägli, chef de l'Aide sociale de la ville de Bâle, tél. 061 685 16 07

Berne : Bruna Roncoroni, Leiterin Sozialdienst der Stadt Bern, Tel. 031 321 60 39

Winterthour : Ernst Schedler, directeur des Services sociaux, tél. 079 438 49 94

St-Gall : Patrik Müller, chef du Service social de la ville de St-Gall, tél. 071 224 54 55

Lucerne : Peter Erdösi, chef de section Service social, tél. 041 208 72 40

Schaffhouse : Martin Amman, chef de section Minimum vital, tél. 052 632 53 19

Uster : Armin Manser, chef de section Affaires sociales, tél. 044 944 72 28 ou 044 944 77 03